

CEPREMAP
BIBLIOTHEQUE
142, rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. : 40 77 84 20

APERÇU CRITIQUE DES THÉORIES DU
DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE-LATINE

par

Carlos OMINAMI

N° 7926

APERCU CRITIQUE DES THEORIES DU
DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE-LATINE

par
Carlos OMINAMI

CEPREMAP
140, rue du Chevaleret
75013 PARIS

Décidément, la problématique globale relative au Tiers-Monde semble avoir gagné une grande bataille. De nombreux organismes, nationaux et internationaux, gouvernants, réunions de gouvernants, etc..., ont fini par reconnaître l'urgence du problème.

Nous ne nous proposons pas d'insister ici sur l'efficacité ou l'inefficacité des actions concrètes qui ont été dans ce sens entreprises. En effet, on a déjà beaucoup dit et écrit sur les "programmes d'aide au développement" (1), le "dialogue Nord-Sud" (2) ou plus récemment sur les faibles résultats de la réunion de la CNUCED à Manille(3).

Il s'agira ici d'amorcer une discussion sous un aspect, si l'on veut, particulier du problème, à savoir, la conceptualisation théorique du phénomène à partir d'une analyse critique des principales formulations élaborées dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler "la théorie du développement".

Pour cela, nous ferons référence à une région géographique précise qui présente certains avantages pour ce genre de démarche.

./.

- (1) Par ex. Hollis B.Chenery et Alain S.Strout : "Foreign Assistance and Economic Development", American Economic Review (septembre 1966), pp. 679-733 ;
C.F. Diaz Alejandro : "Direct Foreign Investment in Latin America" dans
C.P. Kindleberger : "The International Corporation", Cambridge, Mass.1970.
- (2) Bhagwati J.M. ed. "The New International Economic Order : the North-South Debate", MIT Press, 1977. Voir aussi : "Cuatro articulos sobre cooperacion economica internacional". A. Buiras "Dialogo Norte-Sur : final del juego".
André Van Dam : "Dialogo Norte-Sur : hacia el manejo de los recursos mundiales",
J.E.Navarrete : "La Conferencia de Paris : un final esperado" et Luciano
Tomassini : "Falencias y Falacias : nota sobre el estudio de las relaciones
Norte-Sur". Revista Comercio Exterior, Vol. 27, N° 9, sept. 1977
- (3) "La fin de la Conférence de Manille. Le dialogue Nord-Sud n'a guère fait de progrès". Ph. Pons, Le Monde, 5 juin 1979. "Le maigre bilan de la cinquième session à Manille", Le Monde Diplomatique, juillet 1979..

En effet, en termes concrets, l'Amérique Latine, dans son ensemble, présente un niveau de développement qui la situe sur un plan ambigu par rapport aux pays capitalistes avancés et la plupart des nations asiatiques ou africaines. L'image de l'Amérique Latine comme étant la "classe moyenne internationale" illustre bien cette situation.

En termes théoriques, on le sait, la région a inspiré l'élaboration de quelques unes des principales lignes de force des interprétations générales du développement et du sous-développement. A ce sujet, sont largement connus les apports d'économistes tels que Raul Prébich ou André G. Frank.

Bien évidemment, en Amérique Latine, le nom de ces auteurs est étroitement associé à deux grands courants de la pensée économique. L'un est représenté par la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) l'autre, par la théorie de la Dépendance.

En faisant de brefs rappels des aspects les plus marquants de la pratique économique concrète de la région, nous essayerons de mettre en évidence les limites théorico-méthodologiques de ces deux courants d'interprétation de la réalité du continent. D'ailleurs, le choix d'une présentation historique de l'émergence de ces théories nous permettra de faire ressortir, dans ces conflits et interrelations réciproques avec les courants précédents, deux autres approches, d'importance inégale, qui complèteront ce qui, en toute rigueur, pourrait-être appelé "l'impasse théorique actuelle".

DE R. PREBICH A L'IMPASSE THEORIQUE ACTUELLE.

Les deux grands moments de la pensée économique latino-américaine opposent trois orientations théoriques principales : la théorie évolutionniste, la théorie de la CEPAL et la théorie de la dépendance.

Il s'agit en premier lieu de l'affrontement qui, dans les années 1950, oppose le courant qui soutient la thèse classique de la spécialisation productive selon le principe des avantages comparatifs et celui qui, se fondant sur l'étude de Raul Prébich, met en évidence une tendance séculaire à la détérioration des termes de l'échange (4).

Les hypothèses implicites de l'approche par les avantages comparatifs, intégration économique et sociale totale des unités qui interviennent dans le commerce international, concurrence parfaite, diffusion complète des fruits du progrès technique, homogénéité et relative immobilité des facteurs productifs, indépendance de la fonction de consommation, etc..., traduisent, dans la théorie du développement, une conception "évolutionniste" dont on peut retrouver les formalisations principales chez J. Viner (5),

./.

(4) "El desarrollo economico de América Latina y algunos de sus principales problemas", Nations Unies, E/CN.12/89/Rev.1, avril 1950.

(5) "International trade and economic development", London, Oxford University Press, 1953.

B.F. Hoselitz (6) et W.W. Rostow (7). Dans cette perspective, la réalité du continent est comprise comme la survivance d'une situation "traditionnaliste" produite par un "retard" dans le processus historique de développement. La libre action des forces du marché permettrait de dépasser ce retard, en faisant en sorte que des pays comme ceux d'Amérique Latine atteignent un stade de développement semblable à celui des pays capitalistes plus avancés.

A cette conception qui ôte tout statut théorique à la notion de "sous-développement", R. Prebich et les économistes de la CEPAL opposent l'idée d'une économie internationale partagée entre un Centre et une Périphérie et dont la base objective serait le système de division internationale du travail (D I T) mis en place au XIXème siècle. L'inégale répartition des fruits du progrès technique et la détérioration des termes de l'échange qui s'en suit, auraient ainsi engendré un déséquilibre structurel entre les différentes nations, détruisant les prémisses de la théorie classique.

Développement et sous-développement sont alors compris comme la résultante simultanée d'un processus unique qui lie structurellement et fonctionnellement cette double réalité qui coexiste à l'intérieur du complexe économique international. La politique de développement suppose dans ces conditions, une nouvelle forme d'insertion dans la DIT à travers un processus accéléré d'industrialisation.

D'après la CEPAL, l'élan industrialisant ne peut venir que d'une modalité de croissance ayant pour base l'élargissement du marché interne. Pour y parvenir, il s'agit donc de définir une stratégie économique capable de surmonter ce que les économistes de la Commission appellent les "insuffisances dynamiques" (8) du développement latino-américain, notamment, moderniser l'agriculture et mettre en oeuvre une politique des revenus de façon à créer un pôle dynamique de développement national et auto-soutenu. Dans la pratique, ce processus d'industrialisation prendra la forme d'une substitution aux importations.

Dans ce même ordre d'idées, il faut aussi noter l'insistance mise par la CEPAL sur la nécessité de mettre en place des systèmes de planification pouvant maximiser la productivité des ressources disponibles. D'où il en découle une critique du marché en tant que seul mécanisme capable d'assurer une allocation optimale des différents facteurs(9).

./.

(6) "Social structure and economic growth", *Economia Internazionale*, Août 1953
"Social stratification and economic development", *International Science Journal*, 1964, vol. XVI, n° 2. "Economic growth in Latin America", Stockholm, 1960.

(7) "The stages of Economic Growth", Cambridge University Press, 1960.

(8) "El pensamiento economico de la CEPAL" Ed. Universitaria S.A. Santiago du Chili, 1969, p. 54.

(9) J. Ahumada : "Introduccion à la tecnica de la programacion, teoria y programacion del desarrollo economico". Editorial Universitaria, S.A., Santiago, 1953.

I - SUR LES LIMITES DE L'APPROCHE DESARROLLISTE.

.De telles limites renvoient autant à la cohérence interne des propositions économiques de la CEPAL qu'aux contraintes qui empêchent la constitution d'un environnement social et politique favorable à leur mise en pratique.

1. - La rupture non-achevée avec l'orthodoxie : un exemple probant

A plusieurs points de vue, les thèses de la CEPAL semblaient représenter une rupture avec l'approche classique.

Les principaux axes de la pensée de la CEPAL conduisent, en effet, de façon implicite et parfois explicite, à une critique de la théorie évolutionniste.

L'idée que le sous-développement constitue un produit spécifique historiquement déterminé par le devenir de l'économie, les thèses de R.Prelich sur les désavantages pour des pays comme ceux de l'Amérique Latine du schéma historique de Division Internationale du Travail ou l'insistance sur la nécessité de la planification, constituent autant de ruptures avec l'interprétation traditionnelle du sous-développement en termes de simple retard dans une évolution pré-déterminée.

Dans ce sens, l'élaboration de la CEPAL, constitue un apport majeur à la compréhension de la réalité économique latino-américaine. D'ailleurs, les études qui ont été menées dans le cadre de la CEPAL, qu'il s'agisse de l'inflation (10), de la répartition des revenus (11) ou de l'impact de la diffusion de certains modes de consommation, constituent des références de premier ordre pour l'analyse des mécanismes concrets qui régissent le fonctionnement des économies de la région.

./.

(10) R. Prelich : "El falso dilema entre desarrollo economico y estabilidad monetaria", Boletín Económico para América Latina, vol. VI, n° 1, mars 1961.

(11) CEPAL : "La distribución del ingreso en América Latina" New-York, 1970. E/CN.12/863.

On constate cependant, dans l'univers cepalien une tendance toujours présente à réduire la portée de ces véritables ruptures théoriques. En est un exemple le retournement expérimenté par l'explication de la détérioration des termes de l'échange. D'un accent mis sur les différences de salaires, l'analyse s'est orientée vers une explication beaucoup plus ambiguë faisant intervenir les différences de l'élasticité-revenu de la demande des produits industriels et des produits primaires (12).

Personne mieux que W. Baer à exprimé cette ambiguïté dont il est question ici : "La théorie de la détérioration des termes de l'échange ne présente pas un défi à la théorie classique du commerce international... Dans n'importe quelle période donnée, tous les pays participants bénéficieront du commerce. Néanmoins, les bénéfices relatifs qui arrivent au pays de la périphérie dans le temps $t + 1$ pourraient être moindre que ceux du temps t ." (13)

Cette première remarque renvoie à une seconde que, génériquement, nous pourrions désigner comme :

2. L'abstraction du caractère capitaliste de l'économie mondiale.

Bien entendu, il ne s'agit pas ici d'insister sur le contenu idéologique sous-jacent à la théorie. Par contre, il importe de mettre en évidence les conséquences pratiques, économiques d'une telle méconnaissance.

Sans référence à la nature capitaliste et plus encore impérialiste des pôles dominants de l'économie mondiale, la conceptualisation Centre-Périphérie se dilue dans une description qui interdit toute explication du développement concret de cette économie. En ne tenant pas compte du type de rapports qui détermine et reproduit ce clivage au niveau international, on a donc tendance à banaliser un phénomène tout-à-fait crucial. De fait, il apparaît tout simplement comme le produit de la loi atemporelle du développement inégal.

Dans la conception de la CEPAL, les rapports des économies de la région avec les pays développés sont conceptualisés en termes de "dépendance externe". Cette condition tend à s'épuiser dans les déséquilibres propres au commerce extérieur, mesurables à travers la balance des paiements. Il n'y a pas place, dans cette approche, à une théorie sur l'ensemble d'effets internationaux qui, en s'articulant de façon précise sur les conditions nationales, définissent le cadre général de la régulation économique dans une formation donnée. Nul besoin d'une grande démonstration pour affirmer que l'économie internationale impose des contraintes aux formes de gestion de la monnaie et du crédit,

./.

- (12) R. Prebisch : "El desarrollo de America Latina y algunos de sus principales problemas", op.cit et : "International trade and payments in an era of coexistence commercial policy in the underdeveloped countries". A.E.R., mai 1959.
- (13) W. Baer : "La economia de Prebich y la CEPAL", Trimestre Economico, janvier-mars 1963, pp. 159-160, dans G. Guzman : "El desarrollo latino-americano y la CEPAL", Editorial Planeta, Barcelona, 1976. (C'est nous qui soulignons).

à la concentration et centralisation du capital ou l'intervention de l'Etat (●, ce qui, bien entendu, ne doit pas être confondu avec le caractère non-généralisable des conséquences plus ou moins lourdes de ces contraintes dans les diverses économies.

Etant donnée l'insuffisance de l'investissement local, la solution préconisée par la CEPAL consistait à faire appel aux capitaux étrangers en tant que "complément à l'épargne interne" (15).

Une double critique doit être adressée à cette proposition. D'une part, la faiblesse de l'investissement, tout particulièrement dans des économies comme celles des pays latino-américains, n'est pas forcément liée à l'insuffisance de l'épargne intérieure. Plus importantes que ces insuffisances les économies de la région manquent d'occasions d'investissements suffisamment rentables pour que l'égalité épargne-investissement puisse être assurée (16). D'ailleurs, un certain "comportement économique" des secteurs qui contrôlent l'excédent et qui privilégient largement la consommation, se retrouve aussi à la base d'une accumulation que l'on sait limitée.

D'autre part, il y a, dans la logique de la pénétration du capital étranger dans des économies à faible marché, une tendance à l'importation de capitaux" vers le centre d'origine. Ainsi par exemple, si l'on prend le cas des investissements nord-américains à l'étranger, entre 1965 et 1974, les bénéfices obtenus atteignent à presque le double de l'investissement dans la même période (17). En outre, il est bien connu que le capital étranger cherche à financer une partie de ses investissements à travers les ressources dont disposent les systèmes nationaux de crédit (18).

Enfin, pour la CEPAL, le développement autonome de la région n'était pas concevable en dehors d'un cadre de coopération économique international notamment avec les Etats-Unis. A cet égard, on avançait l'idée d'une "réciprocité commerciale" qui selon la Commission est implicite au caractère fonc-

./.

(14) Autant d'aspects qui n'ont pas été traités d'une façon plus ou moins systématique par la CEPAL et dont les conséquences ne font donc pas partie de son interprétation globale.

(15) El pensamiento de la CEPAL, op.cit., p.33

(16) Voir C. Benetti : "... L'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés" Anthropos, 1975.

(17) "Economic Report of the President", 1975. Pour cette période, l'investissement en provenance des USA est de 38.4 milliards de dollars tandis que les bénéfices atteignent 67.4 milliards de dollars.

(18) Selon l' "Estudio Economico 1970", Vol. II, les entreprises nord-américaines productrices de biens manufacturés qui opèrent à l'étranger ont pour 83 %, un financement obtenu dans les pays où elles sont installées. En Amérique Latine, entre 1963 et 1965, l'utilisation des fonds nationaux atteint 91 %.

tionnel de ce centre (les USA)" (19). Il serait donc possible de mettre en marche un mécanisme de compensation spontanée des flux commerciaux entre la région et les Etats-Unis en ne rendant pas nécessaire la manipulation des tarifs douaniers.

Il arrive, cependant, qu'une grande puissance comme les Etats-Unis, extrêmement bien dotée en ressources naturelles, puisse pratiquer une politique tendant à l'auto-ravitaillement de la plupart des matières premières, ce qui est justement le cas. Dans ces conditions on est bien obligé de constater les difficultés qui accompagnent une telle réciprocité commerciale. D'une façon générale, elle est limitée dans la mesure où les productions de la région sont, pour une bonne partie, concurrencées par des produits nord-américains. Ceci est valable pour les produits primaires et encore plus spécialement pour les biens manufacturés.

3. L'optique dualiste : une certaine désintégration conceptuelle du procès de développement.

En l'absence d'une théorie du mode de production, la pensée désarrol-
liste n'arrive pas à produire une vision intégrée des processus propres aux
formations de la région. Ainsi, une interprétation conceptuellement homogène
est remplacée par une optique dualiste. Le sous-développement serait donc carac-
térisé par la coexistence dans un ensemble commun -l'économie sous-développée- des
deux secteurs extrêmement différenciés. "Dualité structurelle" dont le trait
essentiel serait l'opposition entre un pôle dynamique hautement capitalistique
(secteur moderne) et un autre archaïque et imperméable à l'évolution technolo-
gique (secteur traditionnel).

L'optique dualiste s'appuie sur une constatation qui n'admet pas de
doutes (20).

Il y a cependant une articulation concrète entre ces deux secteurs
qui interdit une vision selon laquelle chaque secteur serait en quelque sorte,
régi par une logique particulière et indépendante. L'analyse de C. Benetti à
partir des concepts d'investissement de substitution et investissement d'ex-
pansion montre bien l'important degré d'interrelation entre le secteur moderne
et le secteur traditionnel. Les modalités d'absorption de technologie du sec-
teur moderne et la régulation salariale d'ensemble étant à ces niveaux là des
éléments cruciaux.

En tout état de cause, il convient d'éviter une critique superficielle de
l'analyse dualiste qui ne fait que déplacer la responsabilité du sous-dévelop-
pement du secteur traditionnel vers le secteur moderne (21)

./.

(19) "El pensamiento de la CEPAL, op.cit, p. 95

(20) En 1969, l'artisanat représentait 44% de l'emploi industriel mais sa contribu-
tion au produit industriel n'était que de 7.4%. "Los recursos humanos en el de-
sarrollo de America Latina", cuadernos del ILPES, série II, n°9, Santiago du
Chili 1971, p. 18.

(21) "El marco estructural condicionante de los problemas de participacion social
en America Latina" dans "America Latina : Dependencia y subdesarrollo". Edito-
rial Universitaria Centroamericana, 1975.

La thèse du "dualisme structurel" est erronée dans la mesure où elle présente l'extension du secteur moderne comme une voie de développement viable pour l'ensemble des économies de la région. Ce faisant, elle néglige le caractère structurel des difficultés qui, découlant de la fonctionnalité du secteur traditionnel vis-à-vis du secteur moderne, s'opposent au processus de dissolution des anciens rapports précapitalistes.

Certes, on ne peut pas éliminer a priori, la possibilité qu'un tel processus puisse être poussé à fond dans certains cas particuliers. L'éventualité d'une pénétration massive des firmes multinationales dans quelques secteurs traditionnels peut représenter une ligne d'expansion rentable pour les grandes corporations. Dans des pays comme le Brésil ou le Mexique où se développe un secteur productif de biens d'équipement, l'extension, par exemple de la "révolution verte" et la conséquente modernisation du secteur agricole, comportera une tendance au nivellement relatif d'indices sectoriels de productivité dans le cadre d'une élévation de la productivité moyenne de l'ensemble(22)

Autant dire que cette voie est loin de correspondre à celle tracée par la CEPAL.

4. - L'économisme de l'analyse cépalienne.

Nous avons posé d'emblée la contradiction entre les propositions économiques de la CEPAL et l'inexistence d'un environnement social et politique favorable à sa réalisation. Quoiqu'il s'agisse là d'un vide qui traverse toute l'élaboration, il convient de bien expliciter ses conséquences. A ce sujet, la politique des revenus et la proposition d'une réforme agraire, les deux axes de l'élargissement du marché interne, représentent des exemples révélateurs.

Quant à la politique des revenus, la thèse de la CEPAL supposait une correspondance directe entre une répartition progressive de ceux-ci et la maximisation future des profits des entrepreneurs, cela, moyennant des accroissements de productivité consécutifs à la dilatation de l'espace de validation sociale des marchandises.

Néanmoins, dans les conditions des économies sous-développées, les motivations de la production capitaliste véhiculées à travers des lois qui régissent son évolution, se présentent comme des contraintes d'autant plus impératives et urgentes que les disponibilités de capital sont faibles et son volume réduit. En d'autres termes, il s'agit d'un certain "comportement économique" qui rend peu probable un sacrifice des profits actuels en vue d'un accroissement futur.

./.

(22) Ce qui n'exclut pas de fortes tensions au niveau social et une excessive spécialisation dans des cultures d'exportation comme le rappelle D. Barkin : "Desarrollo Regional y Reorganizacion Campesina", Editorial Nueva Imagen, Mexique, 1978.

D'ailleurs, une avance significative de la part des salaires dans la répartition du produit national ne semble pas compatible avec les prémisses de stabilité sociale et politique du modèle de la CEPAL. Bien au contraire, l'expérience montre que de telles avances sont toujours basées sur des victoires politiques préalables de la part des salariés, ce qui implique des contre-réactions des autres secteurs visant à rétablir l'équilibre politique. Pendant tout ce temps, une inflation aiguë aura déjà défait en grande partie la visée recherchée.

Les limitations relatives au processus de transformation agraire sont de nature semblable car, beaucoup plus qu'à une mesure de rationalité technico-productive, la Réforme Agraire correspond à un processus dont l'élan provient des conflits qui traversent la société rurale. Dans ce sens, l'émergence d'un mouvement paysan qui met en question les formes historiques d'utilisation et de propriété de la terre, semble être l'élément décisif.

Ainsi et c'est peut-être la critique majeure que l'on puisse adresser aux tenants de cette théorie, le "desarrollismo" est l'expression des intérêts d'une fraction de la bourgeoisie nationale, qui, dans les années 50, a perdu toute capacité d'hégémonie au niveau des appareils d'Etat, et par là, n'a plus la possibilité de mettre en marche un processus de transformation comme celui proposé par la CEPAL. La théorie tourne donc sur un "vide social" que l'on voit mal comblé dans les conditions actuelles d'internationalisation de la production et du capital. A la limite, toutes les critiques aux propositions de la CEPAL peuvent être rattachées, ou sont cohérentes, avec la nature du cadre idéologique et l'absence d'un sujet social, comme nous l'avons rappelé dans le paragraphe précédent. Dans ce contexte, essayons maintenant de schématiser les principales critiques que l'on peut adresser à ce courant.

II - UNE VERSION "POLITISEE" DU DUALISME (23)

Il existe une seconde version de la théorie dualiste dont le trait le plus caractéristique est la mise en avant de la contradiction entre un secteur encore "féodal" et un autre proprement "capitaliste". Le premier renvoie naturellement, à l'agriculture, le second à l'industrie.

Il n'est pas difficile de percevoir les similitudes de cette interprétation avec celle du type "dualisme structurel". Il s'agit, en effet, d'une même maîtrise théorique qui s'exprime par des langages différents. Dans le cas de la théorie de la CEPAL, on a à faire à une interprétation parfois très sophistiquée au niveau des concepts élaborés et du système théorique dans lequel ils s'insèrent. Par contre, la thèse de la perdurabilité du féodalisme a été très peu développée au niveau théorique. Une explication de cette insuffisance d'approfondissement conceptuel peut-être trouvée dans le fait que le but idéologique des tenants de cette interprétation coïncidait, à l'époque de la croissance de la CEPAL, avec ceux qui définissent le contenu global de l'analyse de la Commission. C'est-à-dire une prise de position favorable à la bourgeoisie nationale qui, en s'alliant avec les couches populaires, détruisait les vestiges féodaux. Ils pouvaient donc reprendre à leur compte le modèle cépalien. Il fallait seulement adopter les catégories de ce dernier au langage hérité des économistes de la IIIème Internationale. Le secteur traditionnel pouvait se traduire par "féodalisme", le secteur moderne par "capitalisme" et la dépendance externe par "néo-colonialisme".

./.

(23) Nous nous référons par là à l'interprétation du développement latino-américains qui, jusqu'aux années 60, a été proposée par les partis communistes de la région.

III - THEORIE DE LA DEPENDANCE VERSUS THEORIE DESARROLLISTE.

Dans les années 60, la stagnation de l'économie du continent et la radicalisation de luttes sociales et politiques influencées par le processus cubain, amènent un changement au coeur de la polémique sur le développement. Un nouveau courant connu sous le nom de "théorie de la dépendance" adopte une position critique à l'égard des thèses proposées par la CEPAL. "Le capitalisme dépendant latino-américain affronte une crise insurmontable" affirment ses partisans, de sorte que le développement du continent passe nécessairement par une "transformation radicale de l'ensemble des structures dans le cadre d'un processus à caractère socialiste".

La formule célèbre de A.G.Frank : "le développement du sous-développement" (24) synthétise l'essentiel des définitions théoriques de ce nouveau courant selon lequel l'ampleur et la profondeur du contrôle des centres vitaux de l'économie latino-américaine par les capitaux étrangers, feraient du projet de "développement national-autonome" de la CEPAL une utopie.

La théorie de la dépendance se définit elle-même comme un complément de la théorie léniniste de l'impérialisme. Son apport résiderait dans l'analyse du développement de l'économie mondiale, non plus dans la seule perspective des pays développés, mais en intégrant une vision nouvelle des effets de cette expansion sur les zones périphériques. Le sous-développement est ainsi défini comme un produit spécifique du développement capitaliste.

La signification d'une critique systématique de la théorie de la dépendance est d'autant plus grande qu'a été fort son impact dans les milieux qui s'occupent de la problématique du développement. Comme le disait David E. Stanfield dans un colloque tenu à Amsterdam:

"Le rang des dépendantistes s'est accru énormément et ses contributions théoriques et empiriques sont devenues partie prenante à l'étude moderne de l'Amérique Latine. Du point de vue quantitatif et qualitatif, ses travaux ont demandé une sérieuse attention de la part de tous ceux intéressés par la situation actuelle de la région"(25).

La théorie de la dépendance est née comme un essai de riposte théorique face à l'échec du projet de développement national-autonome. Dans ce sens elle est très marquée par les préoccupations de base de la théorie de la CEPAL. Pour la théorie cepalienne, il s'agissait de construire une

./.

(24) A.G. Frank : "Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine", Maspéro, 1972.

(25) David E. Stanfield, University of Glasgow : "Perspectives on dependency" dans "Dependency and Latin America : a workshop", p.4, Amsterdam, 1973.

interprétation théorique susceptible d'expliquer les "insuffisances dynamiques" du développement de la région en vue de son dépassement. A l'inverse, la théorie de la dépendance comporte une démarche visant à mettre en évidence le caractère structurel, voir insurmontable de tels obstacles. En découle naturellement la vision catastrophiste de la "crise structurelle du capitalisme dépendant latino-américain".

Dans des conditions qui démentent tant les analyses de la CEPAL que les prédictions des théoriciens de la dépendance, l'Amérique Latine montre pendant les dix dernières années des taux de croissance sensiblement supérieurs, à ceux de l'Afrique, de l'Amérique du Nord, de la CEE ou de l'Asie du Sud et du Sud-Est (26).

Bien entendu, il n'est plus question d'un projet national indépendant mais d'une croissance qui s'accompagne d'une pénétration grandissante des capitaux étrangers américains, européens ou japonais. Il s'agit de plus d'une croissance, en fait, concentrée dans un certain nombre de pays tels que le Brésil, le Mexique, et, dans une moindre mesure, le Venezuela grâce aux revenus pétroliers. Nous pouvons dire finalement que cette concentration a atteint un tel point qu'elle a tendance à rendre vide un concept du type "capitalisme latino-américain" si souvent employé lorsque il est question d'analyser le développement des économies de la région en termes de dépendance.

Au niveau théorique, le fils conducteur d'une critique de la théorie de la dépendance nous semble être le fait de privilégier constamment les phénomènes propres à la sphère de la circulation des marchandises et du capital, en négligeant donc les procès qui se trouvent à la base de la régulation d'ensemble d'une économie donnée.

Cette critique a été maintes fois adressées aux théoriciens de la dépendance. Nous essaierons de présenter sous un angle quelque peu nouveau les principales dérivations théoriques qui découlent d'un tel choix méthodologique:

1.- La confusion entre M.P.C. et échange marchand

La thèse de A.G.Frank : "le développement du sous-développement" constitue l'exemple typique de cette confusion. Sa vision de l'économie mondiale composée d'une chaîne de "métropoles et satellistes" est suffisamment connue pour que nous n'insistions pas. Précisons seulement que, d'après cette conception, l'histoire des économies de la région est une sorte de continu caractérisé à toutes les époques par l' "expropriation-appropriation de l'excédent économique".

./.

(26) D'après les chiffres de l'Annuaire Statistique des Nations Unies, entre 1967 et 1975, le taux moyen de croissance annuelle atteint 5.2% en Afrique, 2.3% en Amérique du Nord, 4.9% en Asie du Sud et du Sud-Est et 3.7% dans la CEE tandis que pour l'Amérique Latine il est de 6.7%.

L'émergence et le développement du salariat en tant que rapport social de production qui définit historiquement la constitution du mode de production capitaliste est ainsi évacué de l'analyse. Les conditions dans lesquelles "l'excédent économique" est produit ne sont donc guère significatives. Il en est de même des conditions où peut s'opérer le passage d'un mode d'accumulation axé sur l'extraction de la plus value absolue à un régime d'accumulation à dominante intensive. On le sait, la vérification d'un tel passage constitue un aspect crucial d'un processus de croissance auto-soutenu (27).

Cette confusion entre un mode de production déterminé et l'échange marchand est la racine d'un autre "malentendu théorique" aux conséquences multiples.

2 - La confusion entre un modèle spécifique d'accumulation capitaliste et le capitalisme en général.

Vers 1967, la plupart des économies de la région entrent dans une phase de relative stagnation. C'est le moment pour les théoriciens de la dépendance de décréter l' "arrivée du capitalisme dépendant latino-américain" tant attendue (28).

On connaît cependant la suite. Une reprise intervient à partir de 1969 qui permet à des pays comme le Brésil et le Mexique de consolider leur rôle de puissances régionales et à des pays comme l'Equateur, la Colombie, le Costa-Rica, le Panama ou la République Dominicaine, d'atteindre aussi de hauts niveaux de croissance (29).

./.

(27) Pour une analyse de ce processus dans l'économie française voir "Approche de l'inflation : l'exemple français" CEPREMAP-CORDES, J.P. Benassy, R. Boyer, R.M. Gelpi, A. Lipietz, J. Mistral, J. Munoz, C. Ominami, 1978.

(28) D'après un bon nombre d'économistes, il s'agissait bien d'un blocage durable de la croissance au sens strict du terme. "Les recherches de Tavares (1964), Frank (1965), Furtado (1968) Merhav (1969) et Silva Michelena (1966) ont clairement mis en évidence le fait que même dans les économies sous-développées à plus grand revenu, espace et population (Brésil, Argentine, Mexique) il n'existe aucun mécanisme qui puisse assurer le passage vers les étapes ultérieures de la substitution...". H. Silva Michelena : "Problemas del subdesarrollo latino-americano", Editorial Nuestro Tiempo, Mexique, 1973, pp.181-182

(29) "Pour la période 1971-73, les taux moyens annuels de croissance de la PIB atteignent 11% pour le Brésil, 7.7 % pour le Costa-Rica, 7.1. % pour la Colombie, 8.5.% pour l'Equateur, 6.1.% pour le Mexique, 6.5.% pour le Panama et 11.4% pour la République Dominicaine. Dans cette même période des pays comme l'Argentine, le Chili ou l'Uruguay enregistrent des taux de 3.6%, 1.2% et -1.1% respectivement.", CEPAL, Boletín Economico de America Latina, 1975.

Que s'est-il passé ?

Dans certains cas comme le Brésil ou le Mexique on a assisté à la mise en place d'une modalité de croissance axée sur l'élargissement de la demande pour des biens durables et le développement d'un certain nombre d'exportations manufacturières. Dans d'autres cas (Equateur, Panama et République Dominicaine) une remarquable croissance de la production minière et pétrolière se trouve à la base de la relance. Enfin, une nouvelle vague de substitution aux importations constitue aussi une composante de la croissance enregistrée par les pays où ce processus présente un retard considérable par rapport à des économies comme celles de l'Argentine, du Brésil, ou du Chili.

Bref, les théoriciens de la dépendance avaient confondu l'épuisement, dans certaines économies, de ce que d'une façon quelque peu abusive, on désignait par "modèle d'industrialisation par substitution aux importations" (30) avec l'impossibilité générale de croissance pourvu qu'elle soit basée sur de nouvelles formes d'insertion dans le marché international (31).

./.

(30) Contre cette interprétation qui présente la substitution aux importations comme la forme historico-générale de l'industrialisation de la région, il convient d'insister sur le fait que dans des pays comme le Chili, ce processus s'est épuisé vers 1940. L'industrialisation postérieure étant tout simplement soutenue par la création de nouvelles demandes et non par une demande pré-existante auparavant comblée par des importations. En effet, tandis que dans la période 1927-1938 la substitution brute d'importations explique les 3/4 de la croissance industrielle, dans les périodes suivantes, 1938-1953 et 1953-1964, son impact ne dépasse pas 15%. Par substitution brute l'on entend la différence entre les importations effectives à une date donnée et les importations potentielles qui auraient eu lieu à la même date s'il n'y avait pas eu de substitution. Pour sa part, le niveau potentiel des importations est défini comme le produit du coefficient d'importation (Importations/offre globale) dans le temps t_0 et l'offre globale au temps t_1 . L'élasticité-revenu des importations de produits manufacturés étant supposée égale à l'élasticité-revenu de la production industrielle interne. Cf. O.Munoz : "Crécimiento industrial de Chile, 1914-1965", Instituto de Economía y Planificación, 1968, p. 82.

(31) L'incidence des facteurs d'ordre idéologique semble décisive dans les propos catastrophistes de théoriciens de la dépendance. Antonio C.Peixoto a proposé un principe d'explication à ce croisement entre théorie et idéologie dans les termes suivants : "...dans le cas latino-américain, et à cause des conditions particulières du développement dans cette région, les médiations entre le mouvement général de la société et la production de la théorie sociale sont plus fragiles que dans d'autres contextes (surtout celui des pays capitalistes développés) parce que la rupture avec la situation de sous-développement est ressentie comme une nécessité de la société globale", La Théorie de la Dépendance, Bilan Critique, Revue Française de Science Politique, vol. 2/, n°4-5, Août-octobre 1977, p. 605. Il n'en reste pas moins que "théorie" et "idéologie" répondent à des logiques particulières dont les aspects contradictoires ne sauraient être médiatisés, dans n'importe quelle réalité concrète.

3 - "Sur-exploitation" et "sous-exploitation" de la force de travail.

Bien que le paradigme d'A.G.Frank : "le développement du sous-développement" fasse le consensus des théoriciens de la dépendance, on trouve des auteurs comme R.M.Marini (32) qui ont essayé de combler le vide laissé par l'analyse en termes d' "expropriation-appropriation de l'excédent économique", ci-dessus évoquée.

La notion de "surexploitation de la force de travail" tente de répondre au problème du passage d'une forme d'accumulation à dominante extensive à une autre ayant pour axe la production de plus-value relative.

Etant donnée une certaine spécialisation productive internationale et la tendance à la détérioration des termes de l'échange qui en découle, les économies de la région devraient selon R.M. Marini :

"compenser cette perte de plus-value, mais, incapable de l'empêcher au niveau des rapports marchands, la réaction de l'économie dépendante est de la compenser au niveau de la production interne. L'augmentation de l'intensité du travail apparaît dans cette perspective, comme une augmentation de plus-value, atteinte par le biais d'une plus grande exploitation du travailleur et non pas par l'amélioration de sa capacité productive" (33).

Ici apparaît le fondement du concept de "sur-exploitation de la force de travail". Le schéma construit par R.M.Marini expliquerait d'un côté, la possibilité du passage à une forme d'accumulation à dominante intensive dans les économies centrales et, de l'autre, la permanence dans les économies sous-développées d'une modalité d'accumulation largement basée sur la plus-value absolue.

Une telle analyse mérite cependant de nombreuses critiques. Précisons quelques unes des plus significatives:

- au niveau empirique, les courbes historiques de production des biens primaires et de leurs prix respectifs, semblent s'ajuster d'une façon plutôt concurrentielle, c'est à dire que l'on constate une évolution assez bien synchronisée entre les variations des quantités produites et les variations de leurs prix (34). Evidemment, s'il s'agissait de compenser les pertes dues à la détérioration des termes de l'échange on devrait avoir un type d'ajustement où les variations négatives des prix s'accompagneraient des augmentations de la production en volume.

- l'importation des produits alimentaires aux coûts inférieurs à ceux qui résulteraient d'une production locale dans les pays centraux est manifestement insuffisante pour expliquer le passage à une modalité d'accumulation fondée sur la plus-value relative. D'ailleurs, on voit mal l'incidence

----- ./.

(32) R.M.Marini : "Dialectica de la dependencia", ERA, Série Popular, Mexique, 1973.

(33) "Dialectica de la dependencia", op.cit, P.38.

(34) Une démonstration pour le cas du cuivre et du salpêtre chiliens a été faite dans notre thèse de doctorat : "Croissance et Stagnation au Chili: éléments pour l'étude de la régulation dans une économie sous-développée."

dans ce processus complexe des importations de produits de luxe qui, comme le café, et les autres produits tropicaux, n'intervenaient pas dans la consommation des salariés.

- à partir de quel moment peut-on parler de sur-exploitation de la force de travail ? On ne trouve pas de réponse à cette question pourtant capitale lorsqu'il s'agit de produire un concept théorique. De plus, si l'on accepte l'idée d'une "sur-exploitation" on devrait aussi accepter celle de "sous-exploitation de la force de travail", non-sens manifeste que jusqu'ici personne n'a osé proposer.

- méthodologiquement, R.M.Marini confond la logique d'ensemble du M.P.C. avec l'optique du capitaliste individuel. C'est bien ce qu'explique la mise en avant des tendances de celui-ci à comprimer les coûts salariaux indépendamment des contraintes de validation sociale qui pèsent sur le système. Ce type de démarche explique aussi le fait qu'à tort R.M. Marini attribue au capitaliste individuel la faculté de choisir l'accumulation extensive sans se rendre compte que l'appropriation d'une plus-value relative est imposée au capitaliste par le processus d'accumulation lui-même (35)

- enfin, la notion de "sur-exploitation" est même dépourvue d'une valeur descriptive. En effet, si elle constitue une "constante historique" du développement des économies latino-américaines, les politiques de compression salariale aujourd'hui pratiquées dans les pays du cône Sud de la région, n'auraient aucune signification particulière. Pourtant, on sait bien qu'elles correspondent à toute une nouvelle stratégie visant à surmonter les crises spécifiques de ces économies moyennant une nouvelle modalité d'insertion dans l'économie mondiale et que, pour y arriver, elles doivent offrir aux capitaux étranger une main d'oeuvre bon marché (36).

4 - L'exclusion de la notion de rapports sociaux et de mouvements capables de les transformer.

Au paragraphe III - 1. nous avons déjà évoqué comment l'interprétation d'A.G.Frank évacue théoriquement l'idée de rapports sociaux, d'où la confusion entre M.P.C. et échange marchand. L'inexistence des travailleurs en tant que mouvement social est donc explicite dans sa formulation. Chez R.M.Marini cette absence est implicite mais non moins présente.

En effet, si la "sur-exploitation de la force de travail" a été une caractéristique durable du développement latino-américain cela suppose l'inexistence des travailleurs en tant que force capable d'agir sur les conditions de leur propre reproduction.

La nature et l'ampleur des luttes syndicales comme éléments qui interviennent activement dans la définition des formes concrètes d'utilisation de la force de travail et de régulation salariale se trouvent

./.

(35) Cette critique a été développée in extenso par L. Vieira et C.Vidal ; "Sur-exploitation et dépendance : une critique des thèses de Marini", ronéotypé, Paris, 1976.

(36) Voir M. Lanzarotti et C.Ominami : "La révolution économique de la Junte Militaire Chilienne", Revue Socialisme, n° 151, Bruxelles, Février 1979.

exclues de l'analyse. Il en est de même de l'action de ce mouvement social en tant qu'élément qui joue dans la constitution de l'appareil d'Etat et contribue donc à déterminer le type d'intervention économique de celui-ci.

Les éternelles références à la "lutte des classes" apparaissent ainsi comme un *deus ex machina* en fait, profondément étranger au schéma théorique proposé.

5 - Une vision caricaturale des économies de la région.

Il importe aussi de noter comment le privilège des phénomènes propres à la sphère de la circulation amène à une vision tout-à-fait caricaturale de l'économie de la région.

A un niveau d'analyse où les flux commerciaux, financiers ou même technologiques (37) sont les catégories analytiques prépondérantes, voire exclusives, il n'est pas étonnant que les Etats-Unis apparaissent comme l'élément décisif qui détermine des marges précises au développement de la région.

L'Amérique Latine est ainsi présentée comme "l'arrière cour de l'impérialisme américain", ensemble mou d'économies, n'ayant pas de particularités suffisantes pour introduire des différenciations significatives entre elles. Des pays avec d'importants niveaux d'industrialisation qui arrivent à développer aujourd'hui une certaine puissance nucléaire sont par ce biais assimilés à des économies qui n'ont pas encore achevé les premières phases de la substitution aux importations. Des pays avec des appareils d'Etat relativement bien constitués sont mis dans le même ensemble que des pays où l'Etat est pratiquement inexistant. Enfin, des formations où il existe un mouvement syndical de longue date sont confondues avec des pays où le prolétariat ne s'est guère encore structuré.

./.

(37) Ce qui est explicite dans la périodisation historique de la dépendance : "dépendance commerciale", "dépendance financière" et "dépendance technologique". Cf. : T. Dos Santos : "Dependencia y cambio social", CESO, Santiago, 1970.

IV - UN NOUVEAU SOUFFLE DANS LA THEORIE EVOLUTIONNISTE : PERCEE DE L'ECOLE DE CHICAGO.

Au niveau de la conceptualisation générale du problème du sous-développement, la théorie évolutionniste n'avait pu résister à l'offensive de la pensée cépalienne (38). Son influence dans les milieux universitaires et académiques était donc assez réduite.

Elle s'était, cependant, cantonnée dans des positions sûres au niveau de la définition de la politique économique concrète.

En effet, les politiques de compression salariale, de dévaluation ou de restriction budgétaire en vue de freiner la création monétaire, sont bien connues dans l'histoire économique de la région. Le Fond Monétaire International a fait de l'application de telles mesures, couramment appelées "programmes stabilisateurs", la condition sine qua non de l'octroi de crédits. Les prêts "stand by" ne sauraient être, à cet égard, plus illustratifs.

Même sur ce terrain, rappelons-le, les tenants de l'approche évolutionniste durent affronter une redoutable polémique avec les économistes d'inspiration cépalienne. La fameuse controverse à propos de l'inflation, qui oppose "structuralistes" et "monétaristes" avait fait couler trop d'encre pour ne pas devenir le grand débat économique des années 50 dans la région (39).

Nous avons d'emblée, souligné les limites de l'approche évolutionniste. Et il est hors de propos d'entrer ici dans le champ plus vaste de la critique de la théorie néo-classique à laquelle elle se ramène. Disons seulement que la réalité du sous-développement constitue un des problèmes qui exprime le mieux les faiblesses des analyses d'inspiration néo-classiques (40).

./.

(38) Plus tard, A.G. Frank a présenté une critique systématique de la conception linéaire du développement dans son ouvrage "Latin America : Underdevelopment or Revolution", Monthly Review Press, New-York, 1969.

(39) Entre beaucoup d'autre, voir Arnold C. Harberger : "Some Notes on Inflation" dans Werner Waer et Isaac Kerstenetzky (éditeurs) : "Inflation and Growth in Latin America", Yale University Press, 1964, et R. Prebisch : "El falso dilema entre desarrollo economico y estabilidad monetaria" op.cit.

(40) "On comprend donc qu'il soit particulièrement difficile d'interpréter les phénomènes du sous-développement dans le cadre de l'équilibre économique général et il est frappant de voir que, dans ce domaine, ses théoriciens ont dû se contenter de considérations très générales ou abstraites. Aucune "relaxation" d'hypothèses ne peut permettre d'interpréter un aspect aussi monstrueux du déséquilibre mondial". Gérard Destanne de Bernis : "Les limites de l'analyse en termes d'équilibre économique général", Revue Economique, Vol. XXVI, n° 6, novembre 1975, p.917.

Notre démarche vise deux objectifs bien plus limités. D'une part, mettre en évidence le caractère original, voire "révolutionnarisateur" des propositions inspirées par une tendance particulière et précise de la pensée néo-classique dont on connaît l'influence sur les autorités économiques d'un certain nombre de pays de la région : l'Ecole de Chicago. Nous devons, d'autre part, justifier l'inclusion de cette approche dans la problématique de l'impasse théorique actuelle.

1 - L'économie politique du Cône-Sud et la révolution de l'Ecole de Chicago.

Dans son message présidentiel (1976) à l'American Economic Association, Franco Modigliani demandait de "rejeter catégoriquement l'appel monétariste de faire tourner les montres en arrière de quarante ans en renonçant au message de base de la Théorie Générale" (41).

L'analyse des politiques économiques, qui, en s'inspirant explicitement des travaux de l'Ecole de Chicago (42), ont été appliquées dans des pays comme l'Argentine (43) et plus spécialement encore en Uruguay et au Chili, montre, pourtant, qu'elles correspondent à toute une nouvelle stratégie visant à une restructuration radicale des paramètres traditionnels de fonctionnement de ces économies (44).

Grosso modo, il s'agit d'une stratégie dont l'axe est la redéfinition de la modalité d'insertion au marché international; ces pays devant se doter d'une spécialisation dans des productions susceptibles d'être exportées, c'est à-dire, les productions dans lesquelles le pays a manifestement des avantages comparatifs. Pour le reste, les importations devraient couvrir les besoins ne pouvant être satisfaits de façon économiquement rentable. Pour y arriver, les principaux moyens choisis sont la libéralisation du commerce extérieur et des prix, la définition d'un nouveau code pour l'investissement étranger, la

----- ./.

(41) "The monetarist Controversy : or Should We Forsake Stabilization Policies ?", American Economic Review, Mars, 1977, p. 1.

(42) A. Harberger et D. Wisecarber : "Private and Social Rates of Return to Capital in Uruguay"; J. Anichini, J. Caumont et L. Sjaastad : "La politica comercial y la proteccion en el Uruguay"; A. Harberger et M. Selowsky : "Fuentes del crecimiento economico chileno" ; L. Sjaastad : "Argentina and the Five-Year Plan", etc...

(43) L'Argentine présente, dans ce cadre, quelques particularités frappantes. En ce qui concerne, notamment la régulation salariale, il faut noter l'étonnant taux officiel de chômage qui ne dépasse pas les 4 %. Par contre, au Chili et en Uruguay, il se situe aux alentours de 13 %.

(44) Ce point de vue a été développé dans M. Lanzaarotti et C. Ominami : "La Révolution Economique de la Junte Militaire Chilienne", op.cit. ; J.M. Quijano : "Uruguay : Balance de un modelo friedmaniano", Revista Comercio Exterior, vol. 28, n°2, février 1978.

compression salariale et la reformulation du rôle économique de l'Etat (45).

Une assimilation quelconque de cette stratégie aux politiques libérales du début du siècle nous semble doublement abusive. Une telle démarche laisse de côté le caractère tout-à-fait particulier du contexte dans lequel elle s'applique et, bien entendu, les résultats concrets auxquels elle aboutit.

En effet, on ne peut pas imaginer la mise en pratique de la nouvelle stratégie dans un contexte autre que celui des profonds bouleversements politiques qui ont eu lieu dans les trois pays considérés. Il n'y a que des gouvernements extrêmement autoritaires et repressifs qui puissent se passer des contraintes politiques qui, d'après M.Friedman lui-même seraient difficilement compatibles avec un tel projet économique (46).

Au niveau économique, il fallait une inflation galopante conduisant à la désarticulation des structures économiques en Argentine et au Chili, pour mettre en oeuvre le nouveau projet, en quelque sorte sur les "cendres" de l'ancien système.

C'est dans ce contexte que les recettes de l'Ecole de Chicago ont pris une toute autre allure. Auparavant, guère considérées (47) aujourd'hui redoutables instruments au service de la révolutionnarisation des structures capitalistes de ces -----
./.
économies.

(45) On peut trouver les fondements théoriques de ce schéma dans H.Johnson : "Factor Endowments, International Trade and Factor Prices", Readings in International Economics, the series of republished articles on economics, vol. XI, Londres, 1968.

(46) "Dans l'ordre politique, l'équivalent de l'entrepreneur doit d'abord être élu avant de pouvoir procéder à une innovation. Or, pour être élu, il lui faut convaincre à l'avance ses électeurs. C'est pourquoi il se trouve contraint à préférer les résultats immédiats qu'il est susceptible d'offrir à ses concitoyens. Il lui est donc impossible de porter son intérêt sur le long terme, tout en gardant quelque espoir de se maintenir au pouvoir". (Souligné par nous), Inflation et systèmes monétaires", p. 32, Calman-Lévy, Paris.

(47) "Il était difficile de prendre au sérieux l'Ecole de Chicago. En outre, on ne voyait pas le rapport entre ses idées et les réalités du monde. Ses arguments semblaient de faible intérêt à tous ceux qui réellement prenaient des décisions. On avait l'impression que l'Ecole de Chicago participait à un débat gentil et inoffensif". Robert E. Cole : "La escuela de Chicago y el modelo economico de la Junta". M. Friedman lui-même alimentait ce genre de sentiment "... j'ai tendance à accorder peu de poids au problème de l'adaptation à la politique. En d'autres termes, je me préoccupe peu de savoir si une proposition est susceptible d'être adoptée sans difficulté" ibid. p. 22.

Certes, à une exception près, la compression salariale qui requiert nécessairement le blocage des mécanismes de la négociation collective, le reste des mesures qui composent la nouvelle stratégie ont, en apparence, l'air de l'ancien libéralisme.

Nous avons pourtant insisté sur le caractère tout-à-fait particulier du contexte dans lequel elles se situent, c'est-à-dire, l'articulation de ces mesures à des situations qui n'ont strictement rien à voir avec la période antérieure à la crise de 1929.

Or, une même politique appliquée à des situations différentes, ne peut qu'aboutir à des résultats aussi différents.

D'après des estimations que nous avons faites pour le Chili, on concluait que, sur les vingt branches industrielles, sept, en gros les plus traditionnelles, ont perdu au moins 15 % de leur capacité productive en 1969. Leurs niveaux de production en 1978 sont, d'ailleurs, entre 41 % et 62.4 % inférieurs aux niveaux maximum, enregistrés pour la plupart des cas en 1971-72. Parallèlement, la croissance tend à se concentrer tout particulièrement dans des branches comme : pâte à papier, produits dérivés du pétrole, industries métalliques et, dans une moindre mesure, dans les branches boissons et tabac. Le reste étant relativement proche des niveaux de 1969 (49)

Ces données illustrent l'importance du processus de destruction de capital qui a eu lieu à l'intérieur du secteur industriel. Il semble inutile d'insister sur le fait que ce sont des centaines de petites et moyennes entreprises, celles qui ont été mortellement touchées par la récession déclenchée après le "choc" de 1975. La concentration s'est trouvée ainsi énormément accélérée. Du même coup, la part des "banques, assurances et valeurs mobilières" dans le PIB a plus que doublé entre 1973 et 1976 passant de 3.5. % à 7.3 %, pâle

reflet de l'emprise des groupes financiers sur l'ensemble des secteurs d'activité.

./.

(48) Ces branches sont : textile, chaussures et vêtements, industries du bois, meubles, imprimerie, cuir, caoutchouc et divers. Il s'agit des branches dont les niveaux de production entre 1975 et 1978 ont été constamment au moins 15 % en dessous des moyennes de l'année de base (1969). Il y a donc tout lieu de supposer une perte de ses capacités de production. En l'absence de recensement industriel depuis 1967 on est malheureusement obligé d'utiliser des indicateurs indirects si l'on veut avoir une idée de l'ampleur du processus de concentration dans le secteur.

(49) Chimie, minéraux non métalliques, produits métalliques, articles électriques et matériaux de transport.

Ajoutons que l'élargissement du pouvoir de ces groupes a eu comme base de départ la mise aux enchères des banques nationalisées et des entreprises de l'ancienne "Aire de Propriété Sociale". Selon un procédé que l'on connaît bien, ces groupes sont ainsi arrivés à constituer de grands domaines économiques : à des prix dérisoires on achetait une banque laquelle, par la suite, servait d'aval pour l'achat à crédit des entreprises de toute sorte vendues par l'Etat (50).

2 - L'Ecole de Chicago dans l'équation de la double impasse.

En tant que courant qui se ramène à la théorie évolutionniste du développement, l'inclusion des thèses de Chicago dans le cadre de l'impasse théorique actuelle, ne devrait pas poser trop de problèmes (51) .

Ce faisant, ce courant présente des traits particuliers que l'on doit nécessairement prendre en compte. De fait, aux vieilles recettes stabilisatrices, dans le but d'assainir la gestion économique, il oppose une stratégie visant à la révolutionnarisation en profondeur et en extension de l'ensemble de ses structures de base.

./.

(50) Sur un total d'environ 500 entreprises, le secteur nationalisé n'en compte aujourd'hui pas plus de 15. Dans ce sens le cas chilien présente des particularités qu'on ne saurait pas négliger. L'existence de l' "Aire de Propriété Sociale" et sa liquidation postérieure à constitué une formidable base de départ de la concentration et la centralisation. Ceci, dans le cadre d'une application à fond de la nouvelle stratégie. Le démantèlement du système protectionniste, par exemple, est déjà un processus accompli. En Uruguay, on prévoit une diminution importante des tarifs douaniers seulement pour 1982.

(51) Autant dire que pour l'Ecole de Chicago, le sous-développement ne renvoie nullement à une situation historiquement particulière et conceptuellement spécifique. D'après M. Friedman : "Ce dont ont besoin les pays sous-développés est la libéralisation des énergies de millions d'hommes capables, actifs et vigoureux... une atmosphère qui donne à ces individus le maximum d'opportunités en les stimulant dans une ambiance où il y aurait des mesures objectives de réussite et d'échec ; bref, un marché capitaliste vigoureux et libre." "Foreign Economic Aid, Means and Objectifs", Yale Review, été 1959, p. 509 cité par P. Strassman : "La economía del desarrollo desde la perspectiva de Chicago", Revista Comercio Exterior, vol.26, n° 12, décembre 1976, p. 1437.

De ce point de vue, l'application du modèle inspiré par l'Ecole de Chicago pose un certain nombre de problèmes théoriques qui, à l'heure actuelle, sont loin d'avoir été résolus.

Avec les originalités de chaque situation, la crise économique qui a rendu possible la mise en pratique de postulats friedmaniens, peut être caractérisée comme une crise de la forme de régulation monopoliste dans laquelle on note entre autres, une forte présence de l'Etat dans l'activité économique, une modalité de création monétaire qui, en relâchant systématiquement la "contrainte monétaire" permet la mise en marche sur une large échelle des processus d'ante-validation et pseudo-validation, autant d'éléments qui déterminent une grande rigidité à la baisse de l'ensemble des profits et salaires (52).

Dans le cas le plus net du Chili, le démantèlement du système protectionniste a eu un effet double et contradictoire. D'une part, il a précipité la faillite d'un grand nombre d'entreprises produisant à des coûts plus élevés que ceux des biens qui seront, par la suite, importés. D'autre part, il a signifié la fin d'un système qui bénéficie aussi aux grands oligopoles nationaux ou étrangers. Du coup donc, moyennant une très forte réduction des tarifs douaniers, les formes de la concurrence, traditionnellement monopolistiques, se sont profondément transformées. Dans une économie où, pendant les années 60, le taux de protection effective était de l'ordre de 60 % et le coût réel de la protection s'élevait à 6.2. % de la PIB (53), il est facile d'imaginer la signification d'un tel changement. D'ailleurs, cette ouverture à la concurrence externe explique, en partie, la relative réussite dans le contrôle du processus inflationniste (54).

Dans ce contexte, comment peut-on caractériser la régulation qui est en train de se mettre en place ? S'agit-il d'un simple réajustement de la régulation monopoliste ?, d'une combinaison plus ou moins aléatoire de modalités concurrentielles et monopolistes ?, ou bien d'une toute nouvelle régulation qui reste à définir ? (55).

En tout état de cause, il n'en reste pas moins que la stratégie inspirée par M.M. Friedman et Harberger a provoqué, sous l'égide du capital financier, une remarquable concentration dans l'ensemble des secteurs productifs;

Il y a donc une grande tension entre le discours concurrentiel des théoriciens de Chicago et les phénomènes de concentration et centralisation aigües engendrés par la mise en oeuvre de la stratégie proposée. Comme le disent

./.

(52) Pour une discussion théorique du concept de régulation voir, "Approches de l'Inflation : l'exemple français" op.cit. Pour une analyse de la régulation dans le cas chilien : "Croissance et stagnation au Chili : éléments pour l'étude de la régulation dans une formation sous-développée" op.cit.

(53) Bela Balassa et altri : "Estructura de la proteccion en paises en desarrollo", Banco Interamericano de Desarrollo, et Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento, pp. 72-73 et 108.

(54) En 1978 le taux d'inflation a été de 35 %. On estime un taux de 20 % pour 1979.

(55) On pourrait penser que cette problématique rejoint celle des pays européens où l'on applique durablement des programmes d'austérité.

B. Rosier et P. Dockers :

"... le but de la concentration et plus encore de la centralisation du capital est de substituer à l'espace aléatoire du marché un espace contrôlé voire même construit par le capital" (56).

Tension aussi, entre une "régulation idéalisée" où les prix constitueraient des signaux suffisants pour orienter efficacement l'allocation des ressources et la paralysie de l'accumulation que l'on observe dans la réalité concrète (57).

Enfin, tension entre les bienfaits qu'elle promet et les misères du réel.

L'équation de la double impasse se trouve ainsi définie. Quatre courants la composent. Les trois premiers termes font référence à l'incapacité de reproduction théorique d'une évolution économique concrète et par là donc, d'explication de la réalité actuelle et son développement possible. Par contre, le quatrième terme renvoie à la mystification théorique d'une forme précise d'intervention économique, "qui bat son plein" aujourd'hui.

L'ENDOGENE ET L'EXOGENE : QUELQUES ELEMENTS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE

APPROCHE ALTERNATIVE

Il est du plus grand intérêt de comprendre comment chacun de ces courants, avec des points de vue opposés et dans des formes particulières, reproduit dans sa structure théorique la dissociation entre les facteurs endogènes et ceux que l'on considère comme exogènes à une formation sociale déterminée.

Dans la théorie évolutionniste, le facteur exogène -le capitalisme avancé- est vidé de ses déterminations contradictoires et élevé à la qualité de paradigme général du développement. L'histoire de chaque formation sociale est ainsi évacuée de l'analyse pour lui opposer un schéma abstrait selon lequel toutes les nations doivent parcourir la trajectoire de grands centres économiques. Les conditions propres à chaque formation, ses particularités, sont seulement pertinentes pour déterminer sa plus ou moins grande distance au paradigme pré-établi.

./.

(56) "Crise et rupture du capitalisme" dans : "L'occident en désarroi : ruptures d'un système économique", Dunod, Paris, 1978.

(57) Par exemple, entre 1975 et 1978, la formation brute de capital fixe au Chili ne dépasse pas les 11 % de la PIB. Or, la PIB a peu augmenté par rapport à la période antérieure au régime militaire et ce pourcentage est nettement en dessous des moyennes historiques qui n'étaient pourtant pas brillantes.

Dans une autre perspective, l'importance accordée aux dits déterminants exogènes a conduit la théorie de la dépendance à une élaboration aussi abstraite selon laquelle l'économie capitaliste mondiale représente un cadre si contraignant que, par sa seule existence, il interdit le développement des aires de la planète qui se sont incorporées sur la base de leur spécialisation dans la production de matières premières. Dans ce contexte, l'hétérogénéité des formations latino-américaines ne peut être expliquée de façon cohérente, alors que l'élément décisif de l'analyse, les déterminants externes, la dépendance, sont sensiblement les mêmes pour chacune d'elles. L'absence de conceptualisation qui permette de fonder sur une seule logique l'ensemble des déterminations qui s'exercent sur l'économie d'une formation sociale déterminée, n'a pas permis à cette théorie d'échapper à une conception linéaire du développement historique. Du "capitalisme dépendant" à "sa crise inévitable" et ensuite son dépassement dans la "transformation socialiste", tel était l'itinéraire historique que devait obligatoirement parcourir le continent.

Pour sa part, l'élaboration de la CEPAL repose sur une conception partielle et restrictive de la nature des relations qui soustendent l'économie internationale. La formalisation proposée tend à se limiter aux déséquilibres caractéristiques du commerce extérieur et néglige la prise en considération de l'ensemble de ses effets, dans la détermination générale du processus d'accumulation.

Le caractère des limites exposées ci-dessus rend nécessaire l'élaboration d'un instrument conceptuel capable de rendre compte de l'articulation entre les processus internes de chaque formation sociale et le cadre général dans lequel il se développe.

Cette démarche présuppose une analyse des espaces nationaux déterminés, condition préliminaire à l'élaboration de définitions théoriques globales.

Très schématiquement présentées, voici les principales raisons qui légitiment ce type d'approche (58) :

- c'est dans le cadre national que se constituent les relations de production qui caractérisent une formation sociale déterminée ;
- les alliances de classe sur lesquelles s'organise "le bloc au pouvoir" dans chaque période historique, sont définies dans un territoire national qui lui confère sa légitimité ;
- c'est dans ce cadre que se constitue une classe salariée dotée de particularités selon les conditions de sa production économique et idéologique et c'est dans cet espace que se résolvent les conflits qui l'opposent au "bloc au pouvoir" ;
- la nation est aussi le terrain d'actions de l'appareil d'Etat, principal garant de la reproduction de l'ensemble des rapports sociaux.

./.

(58) "Approches de l'Inflation : l'Exemple Français", Tome III, pp.29 et suivantes

C'est seulement dans cette perspective qu'il nous semble possible de définir, dans un premier temps, les formes spécifiques que prennent à l'intérieur de chaque formation sociale les lois générales du développement du capitalisme ; puis, dans un second temps, de réintroduire les processus par lequel la dynamique propre à chaque formation sociale rétroagit sur le mouvement d'ensemble (au niveau mondial) et modifie à son tour les caractéristiques de chaque nation.

L'affirmation d'une approche méthodologique dans laquelle les différentes formations constituent des niveaux d'analyse pertinents équivaut à reconnaître qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de totalisations théoriques capables de rendre compte de la complexité du phénomène du développement et du sous-développement.

Dès lors, est donc posée la nécessité d'une théorie de la différenciation des ensembles économiques appartenant à un univers commun : l'économie mondiale.

Carlos OMINAMI

Paris, Décembre 1979